



KPMG SA  
12 Quai Armand Considère  
29200 Brest

# Association CEDRE

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022  
Association CEDRE  
715 Rue Alain Colas 29200 BREST CEDEX 2

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
12 Quai Armand Considère  
29200 Brest

## Association CEDRE

715 Rue Alain Colas 29200 BREST CEDEX 2

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association CEDRE,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CEDRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brest, le 13 juin 2023

KPMG SA

Patricia GENEST

Associée

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	516 956 €	482 232 €	34 724 €	41 867 €
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	516 956 €	482 232 €	34 724 €	41 867 €
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	9 837 830 €	8 551 422 €	1 286 408 €	1 359 621 €
Terrains				
Constructions	5 994 082 €	5 174 142 €	819 940 €	924 547 €
Installations techniques, matériel et outillage	2 704 224 €	2 490 830 €	213 394 €	235 488 €
industriels, autres immobilisations	1 119 981 €	886 450 €	233 531 €	186 130 €
Immobilisations corporelles en cours	19 543 €	- €	19 543 €	13 456 €
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
<b>Immobilisations financières</b>	17 849 €	- €	17 849 €	17 849 €
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15 000 €		15 000 €	15 000 €
Prêts			- €	- €
Autres	2 849 €		2 849 €	2 849 €
<b>TOTAL (I)</b>	<b>10 372 636 €</b>	<b>9 033 654 €</b>	<b>1 338 982 €</b>	<b>1 419 338 €</b>
<b>COMPTES DE LIAISON (II)</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	112 728 €		112 728 €	55 104 €
<b>Créances</b>			- €	- €
Créances clients usagers et comptes rattachés	1 048 149 €		1 048 149 €	709 084 €
Créances reçues par legs ou donations			- €	- €
Autres	694 225 €		694 225 €	748 907 €
Valeurs mobilières de placement	1 751 467 €		1 751 467 €	1 642 926 €
Instruments de trésorerie			- €	- €
Disponibilités	2 884 634 €		2 884 634 €	2 728 930 €
Charges constatées d'avance	26 389 €		26 389 €	4 944 €
<b>TOTAL (III)</b>	<b>6 517 592 €</b>	<b>- €</b>	<b>6 517 592 €</b>	<b>5 889 895 €</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (IV)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (V)</b>				
<b>Ecarts de conversion actif (VI)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>16 890 228 €</b>	<b>9 033 654 €</b>	<b>7 856 574 €</b>	<b>7 309 233 €</b>

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	508 091 €	508 091 €
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	4 500 375 €	4 316 207 €
Excédent ou déficit de l'exercice	196 810 €	184 168 €
Situation nette (sous-total)	5 205 277 €	5 008 467 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	48 784 €	47 239 €
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 254 060 €</b>	<b>5 055 706 €</b>
<b>COMPTES DE LIAISON (II)</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	108 537 €	192 478 €
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>108 537 €</b>	<b>192 478 €</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	868 960 €	662 971 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 129 950 €	979 341 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 236 €	14 324 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	489 831 €	404 414 €
<b>TOTAL (V)</b>	<b>2 493 977 €</b>	<b>2 061 049 €</b>
Ecarts de conversion passif (VI)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>7 856 574 €</b>	<b>7 309 233 €</b>

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2022	31/12/2021
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 062 €	88 €
dont ventes de dons en nature		
Programmation	1 012 864 €	731 864 €
Prestations externes	1 423 869 €	1 233 966 €
Prestations financement partiel	- €	122 623 €
Produits annexes	50 €	- €
<b>Sous Total</b>	<b>2 437 846 €</b>	<b>2 088 542 €</b>
Production stockée - Programmation	- 1 139 €	- 61 538 €
Production stockée - Prestations externes	58 763 €	- 82 233 €
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 053 444 €	3 047 389 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	120 912 €	329 849 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	515 €	653 €
<b>TOTAL I</b>	<b>5 670 341 €</b>	<b>5 322 662 €</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	106 004 €	109 098 €
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 700 173 €	1 382 390 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	191 517 €	187 301 €
Salaires et traitements	2 361 164 €	2 243 837 €
Charges sociales	1 123 821 €	1 038 587 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	325 692 €	317 941 €
Dotations aux provisions	- €	71 222 €
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	13 297 €	21 563 €
<b>TOTAL II</b>	<b>5 821 669 €</b>	<b>5 371 940 €</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>- 151 326 €</b>	<b>- 49 278 €</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	135 €	90 €
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 044 €	2 005 €
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	5 804 €	7 €
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>6 983 €</b>	<b>2 102 €</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	332 €	158 €
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>332 €</b>	<b>158 €</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>6 650 €</b>	<b>1 944 €</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>- 144 675 €</b>	<b>- 47 334 €</b>

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2022	31/12/2021
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	97 704 €	12 210 €
Sur opérations en capital	31 260 €	25 901 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>128 964 €</b>	<b>38 111 €</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	5 381 €	12 081 €
Sur opérations en capital	8 618 €	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>13 999 €</b>	<b>12 081 €</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>114 965 €</b>	<b>26 030 €</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	- 226 521 €	- 205 474 €
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>5 806 288 €</b>	<b>5 362 874 €</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>5 609 478 €</b>	<b>5 178 706 €</b>
<b>6 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>196 809 €</b>	<b>184 168 €</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



# *CEDRE*

## *Annexe Aux comptes*

### *2022*

**1 Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Conseiller et assister en matière technique les autorités chargées de lutter contre les pollutions accidentelles des eaux, douces et marines, notamment dans le cadre de la circulaire et de l'instruction du Premier Ministre relative à la lutte contre la pollution du milieu marin (documentations nationales POLMAR et ORSEC) et dans celui des missions de sécurité civile relevant de la responsabilité de l'Etat et des collectivités locales ;
- Agir comme conseiller technique des administrations nationales dans les diverses instances internationales ;
- Faire progresser les méthodes et les techniques (matériels et produits) de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles ;
- Familiariser les personnels civils et militaires avec ces méthodes et techniques en fournissant la documentation et en assurant les formations qualifiantes et de perfectionnement nécessaires ;
- Conseiller ses membres dans l'élaboration de leur politique d'investissements en moyens de lutte ;
- Promouvoir par tous les moyens l'information de ses membres, administrations, de l'industrie et du public sur les questions techniques touchant à la pollution accidentelle des eaux ;
- Développer et valoriser ses connaissances en participant dans son domaine de compétences aux réunions, exercices, opérations de lutte, aux niveaux national et international.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le Cedre conduit trois types d'activités :

- **L'activité associative** : Mission de service public d'expertise et d'appui aux autorités, elle intègre en particulier un soutien aux autorités responsables de la préparation à la lutte et de la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux, le conseil d'un service d'intervention disponible 24 heures sur 24, des participations à la représentation nationale dans les instances internationales, un suivi national et international permanent des connaissances et leur diffusion par des publications spécifiques.
- **Les contrats cofinancés** : Mission de service public de perfectionnement des connaissances et de formation publique. Ils rassemblent les prestations contractées avec les membres de l'association à partir de propositions présentées au comité stratégique (programmation technique) et les contrats à financement partiel avec des entités publiques.
- **Les prestations extérieures** : Contrats de droit commercial ou de marchés publics passés entre le Cedre et un client français ou étranger, privé ou public, demandeur d'un travail pour son usage exclusif. Les produits de ces travaux constituent la propriété du client, le Cedre restant libre d'utiliser l'information au renforcement de sa propre compétence.

### **3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

L'année 2022 a débuté avec l'arrivée d'un nouveau directeur.

Une année d'accélération de l'activité, dû très probablement à un rattrapage post-pandémie.

L'augmentation des prix et la dégradation économique a été maîtrisée par une bonne gestion, en corrélation, le Cedre a démarré la mise en place des mesures énergétiques (notamment avec le remplacement de ses luminaires par des LED), ainsi que la mise en œuvre des mesures de sobriété énergétiques durant toute l'année.

Le Cedre a mis en outre mis en place une charte éthique et un plan d'égalité hommes-femmes.

#### **3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture**

Les mesures de gestion de de sobriété énergétique devraient permettre de limiter l'impact de la hausse des prix.

Les bons résultats doivent permettre au Cedre d'investir pour améliorer ses capacités d'analyses et de recherches.

Compte tenu de l'organisation mise en œuvre, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause

## 4 Principes et méthodes comptables

### 4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les travaux en cours sont établis selon la méthode à l'avancement sur la base du tarif de vente et des moyens en main-d'œuvre réalisés. Les acomptes clients sont comptabilisés en production.

Les produits constatés d'avance d'un montant de 489 831 € apparaissent au compte 487 au passif du bilan.

#### 4.1.1 Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

##### **-- Modification des règles fiscales à compter de 2012**

Le cadre fiscal du Cedre a été modifié au 01/01/2012 en accord avec l'administration fiscale (DDFIP).

La part subventionnée par le Ministère de L'Ecologie est sortie du champ de TVA.

A compter de 2012, tous les revenus sont soumis à l'impôt sur les sociétés.

La part hors du champ de TVA est soumise à la taxe sur les salaires (coef : 0,55 pour 2022)



## 5 Informations relatives aux postes du bilan

### 5.1 Actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie.

Les dotations sont comptabilisées par composants, en tenant compte d'une durée d'utilisation spécifique au Cedre.

Les durées d'amortissement s'établissent comme suit :

- Logiciels informatique (immobilisations incorporelles)	2 ans
- <i>Constructions bâtiment</i>	
- Gros œuvre, Voirie, Menuiserie	40 ans
- Menuiserie extérieure, Etanchéité bardage, Charpente	25 ans
- Plomberie, chauffage, électricité, cloisons	20 ans
- Aménagement intérieur (plafond, revêtement de sol, peinture, occultation, menuiserie intérieure, métallerie	15 ans
- <i>Aménagements des constructions</i>	
- Travaux d'aménagement des bassins	15 ans
- Travaux voirie VRD, aménagement intérieur	10 ans
- Installation téléphonique	8 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Agencements - Installations	10 ans
- Matériel de transport	8 ans
- <i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	
- Ordinateurs	3 ans
- Autres matériels	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

**- Tableau des mouvements des immobilisations**

	Début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin d'exercice
Logiciels	493 093	23 863		516 956
Constructions/agents	5 994 082			5 994 082
Matériels & outillages	2 628 818	75 406		2 704 224
Agents, amén, install.	37 386	87 431		124 817
Véhicules	78 904	22 910	22 427	79 387
Matériel bureau et informatique	889 581	38 257	12 060	915 777
Immobilisations en cours	13 456	19 543	13 456	19 543
Immobilisations financières	17 849			17 849
<b>TOTAL</b>	<b>10 153 169</b>	<b>267 410</b>	<b>47 943</b>	<b>10 372 637</b>

**- Tableau des mouvements des amortissements**

	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	451 226	31 006		482 232
Constructions/agents	5 069 535	104 607		5 174 142
Matériels & outillages	2 393 330	97 500		2 490 830
Agents, amén, install.	6 101	12 346		18 447
Véhicules	50 326	10 888	13 810	47 404
Matériel bureau et informatique	763 315	69 344	12 060	820 600
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>8 733 833</b>	<b>325 692</b>	<b>25 870</b>	<b>9 033 654</b>

## 5.2 Fonds propres

### 5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	508 091				508 091
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	4 316 207	184 168			4 500 375
Excédent ou déficit de l'exercice	184 168		196 810	184 168	196 810
<b>Situation nette</b>	<b>5 008 467</b>	<b>184 168</b>	<b>196 810</b>	<b>184 168</b>	<b>5 205 277</b>
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	47 239		22 108	20 563	48 784
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>5 055 706</b>	<b>184 168</b>	<b>218 918</b>	<b>204 731</b>	<b>5 254 060</b>

### 5.2.2 Fonds dédiés

Néant.

## 5.3 Provision pour risques et charges

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>Provisions - risques et charges</b>				
Provision retraite	162 669		54 132	108 537
Provision CET	0	0	0	0
Provision pour charges	29 809		29 809	0
<b>S/TOTAL</b>	<b>192 478</b>	<b>0</b>	<b>83 941</b>	<b>108 537</b>
<b>Provisions - dépréciation</b>				
Sur comptes clients	0		0	0
<b>S/TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>192 478</b>	<b>0</b>	<b>83 941</b>	<b>108 537</b>

Dont dotations et reprises

- D'exploitation 0 83 941
- Financières
- Exceptionnelles

## 5.4 État des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A 1 an et plus
<b>CREANCES</b>			
<b><u>Créances de l'actif immobilisé :</u></b>			
- Créances rattachées à des participants			
- Prêts			
- Autres créances	17 849		17 849
<b><u>Créances de l'actif circulant :</u></b>			
- Clients et comptes rattachés	648 814	648 814	
- <b>Autres créances :</b>	720 615	720 615	
Personnel	7 037		
Etat - Subventions	360 382		
Etat - Taxes	324 816		
Autres comptes déb.	1 991		
Charges			
const.d'avance	26 389		
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>1 387 278</b>	<b>1 369 429</b>	<b>17 849</b>
<b>DETTES</b>			
<b><u>Dettes financières :</u></b>			
- Emprunts et dettes bancaires			
- Emprunt et dettes financières divers			
<b><u>Autres Dettes :</u></b>	2 324 508	2 324 508	
Fournisseurs	540 016		
Clients avances, acomptes.	159 475		
Personnel	549 445		
Sécurité sociale	97 887		
Organismes sociaux	309 290		
Etat - Subventions	8 044		
Etat - Taxes	165 284		
Autres dettes	5 236		
Produits const.d'avance	489 831		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 324 508</b>	<b>2 324 508</b>	



<i>Détail des produits à recevoir et charges à payer</i>		
	31/12/2022	31/12/2021
<b>- Produits à recevoir</b>		
Remboursement activité partielle	6 512	6 512
Remboursement Mutuelle	546	23 532
Intérêts courus	1 445	
<b>TOTAL</b>	<b>8 503</b>	<b>30 044</b>
<b>- Charges à payer</b>		
Personnel - Charges à payer	57 433	33 623
Dettes congés payés	226 207	210 619
Dettes récupérations	80 713	58 388
Dettes CET	141 047	136 590
Fournisseurs FNP	169 469	210 191
Taxe formation continue	0	19 278
Taxe construction	0	9 308
Taxe apprentissage	2 065	1 828
Charges sociales s/congés payés	115 323	106 005
Charges sociales s/récupérations	42 094	30 014
Charges sur CET	74 289	71 327
ECA - remboursement à faire	0	0
Autre charges à payer	5 236	14 324
<b>TOTAL</b>	<b>913 876</b>	<b>901 495</b>

**- Charges constatées d'avance 26 389 €**

**- Produits constatés d'avance 489 831 €**  
(dont 114 632 Subventions UE)

**- Informations complémentaires**

Le Cedre fait l'objet d'un contrôle financier de l'Etat (arrêté conjoint du Ministre chargé du budget et du Ministre chargé de l'Environnement).

La mission de commissariat aux comptes est assurée par le cabinet KPMG

Depuis le 1er janvier 2013 le Cedre est sorti du périmètre des opérateurs de l'Etat.

**Le Crédit d'impôt recherche (CIR) 2022 a été comptabilisé à hauteur de 226 521 €**

**6 Informations relatives aux subventions, et ressources.**

	2022
<b>Subventions</b>	
MTE - CT	2 605 438
DGAMPA	170 016
Union Française Ind. Pétrolières	70 000
Min. Intérieur - Sécurité Civile	36 667
Conseil Départementale	15 000
Sous-total	2 897 121
<b>Programmation</b>	
Min. Défense - Marine -DGSCGC	392 330
Industrie Pétrolière	288 109
Autres, Publics et Privés	575 017
Contrib. Partielles ANR, CE	14 569
Sous-total	1 270 025
<b>Prestations extérieures</b>	
Prestations de service	1 482 632
Sous-total	1 482 632
<b>Produits aléatoires</b>	
Produits financiers	6 983
Produits exceptionnels	128 964
Crédit d'Impôt Recherche CIR	226 521
Sous-total	362 468
<b>TOTAL</b>	<b>6 012 246</b>

## 7 Informations relatives à l'effectif

La provision pour indemnité de fin de carrière est intégrée au bilan en provision pour charges pour 108 537 €. La méthode préférentielle a été appliquée pour cette provision sur la base des engagements de l'association vis-à-vis des salariés présents à la clôture de l'exercice, retenant les hypothèses suivantes :

- Taux actualisation : 3.5%
- Taux charges sociales patronales : 50.41%
- Taux de Turn-over : Très faible voire à zéro
- Taux augmentation : 2%
- Table mortalité : est la table réglementaire INSEE 2014-2016

Le montant cumulé des 3 plus fortes rémunérations des cadres de direction, s'élève en brut à 227 965 €.

Ventilation de l'effectif au 31/12/22- ETP		
	CDI	CDD
<b>Cadres</b>		
Directeur et Adjointes au directeur	3	
Chefs de service- coordination	6	
Ingénieurs scientifiques	16.4	4
Cadres techniques - Informations - Informatique	3.5	1
<b>S/TOTAL</b>	<b>28.9</b>	<b>5</b>
<b>Non cadres</b>		
Assistantes Scientifiques et techniques	5.8	1
Techniciens Service Administratif	1.9	
Techniciens information	2.9	
Techniciens QHSEI	1	
Techniciens analyses et moyens	4	2
<b>S/TOTAL</b>	<b>15.6</b>	<b>3</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>44.5</b>	<b>8</b>

**ENGAGEMENT HORS BILAN****- Personnel et moyens mis à disposition**

Il n'y a plus de personnel mis à disposition depuis 2014.

**Démarche qualité environnement, agréments**

Le Cedre est certifié ISO 9001 et ISO 14001.

Le Cedre est agréé par la Sécurité Civile comme organisme ayant la capacité à intervenir aux côtés des services de l'Etat sur des pollutions.

Le Cedre est agréé par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTECT) comme organisme spécialisé dans la recherche, l'expérimentation et la mise en œuvre des moyens de combattre les pollutions accidentelles des eaux